

**Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres**

Périgny, le

**Nos réf. : 0100035032/2024/**

**Affaire suivie par :**

**Tél. : 05 46 51 42 00**

**Courriel : ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr**

**RAPPORT AU PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME**

**PROJET DE MISE EN PLACE D'UN SITE UNIQUE DE FABRICATION  
ET TRAITEMENT DE MÂTS EN ALUMINIUM**

**SPARCRAFT  
ZONE D'ACTIVITÉS ATLANPARC  
17220 SAINTE-SOULLE**

## **1 . OBJET DE LA DEMANDE**

La Société SPARCRAFT, dont le siège social est situé zone d'activités - 10 rue du Pont des Bernes sur la commune de SAINT-VAAST-LA-HOUGUE (50550), est un concepteur et fabricant français de mâts en aluminium et de gréements dans le secteur du nautisme, au travers de deux sites de production en France (Périgny (17180) et Saint-Vaast-la-Hougue (50550)).

Ces 2 sites actuels sont aujourd'hui vieillissants et ne répondent plus à la politique interne de la société en termes de production, d'aménagement et d'enjeux environnementaux.

La société SPARCRAFT a pour projet de rassembler ses usines de Périgny (17) et de Saint-Vaast la Hougue (50) en un seul site de production de mâts et bômes en aluminium (montage et assemblage des profilés, traitement par anodisation, usinage et montage des pièces annexes) sur la commune de Sainte-Soulle (17) au niveau de la Zone d'Activités ATLANPARC, sur la parcelle N°291 de la section ZH, avec un terrain d'assiette d'une superficie d'environ 2,4 ha.

Le projet est assujetti à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au regard de la rubrique N° 3260 – «Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique» sous le régime de l'autorisation.

A ce titre, la société SPARCRAFT a déposé via le site internet service-public.fr, le 24 novembre 2023, une demande d'autorisation environnementale, relative à l'exploitation d'une activité de fabrication et de traitement de mâts en aluminium dans la Zone d'Activités ATLANPARC sur la commune de Sainte-Soulle (17220), qui a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 24 novembre 2023.

Le site sera composé des installations et activités suivantes :

- un bâtiment de 8852 m<sup>2</sup> (surface de plancher-toitures d'environ 9000 m<sup>2</sup> avec panneaux photovoltaïques sur une partie de la toiture) constitué de :
  - un atelier de traitement de surface (anodisation) pour le traitement des mâts de bateaux de 6 à 22 mètres et comprenant 6 cuves de traitement (dégraissage, satinage, blanchiment, anodisation, colmatage à chaud et à froid) et 5 cuves de rinçage,
  - une station de traitement des eaux industrielles,
  - une cabine de peinture associée à un four de polymérisation,
  - un atelier soudure, ponçage, manchonnage et retreint,
  - un atelier prémontage – montage,
  - un atelier d'usinage,
  - une zone de stockage des encours et matières brutes ;
- un bâtiment accolé d'accueil, bureaux et locaux sociaux de 758,8 m<sup>2</sup> ;
- une surface imperméabilisée en enrobés (voiries et parkings) de 7 534 m<sup>2</sup> ;
- une zone de stockage extérieur de produits finis d'environ 1 128 m<sup>2</sup> ;
- une zone de dépotage des produits en vrac nécessaires à la station de traitement ;
- un parking salariés et visiteurs ;
- des espaces verts (terre végétalisée ou non) sur une emprise de 6 259 m<sup>2</sup>, comprenant un bassin de rétention de 1 265 m<sup>3</sup>.

Le dossier a fait l'objet d'une demande de compléments le 23 janvier 2024 et a été complété le 20 mars 2024.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

### **1.1 Note de présentation non technique**

Conformément à l'article R.181-13 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique ci-jointe décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (loi sur l'Eau).

### **1.2 Classement au titre de la nomenclature des installations classées (ICPE) et de la loi sur l'eau (IOTA)**

Les installations projetées ICPE relèvent des régimes mentionnés à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation /
----------	------------	-----------------------------------	--------------------------	--------------------------------------

Alinéa		Critères de classement	(bâtiment / atelier / procédés...)	Capacités maximales
3260	A - 3	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>3</sup> .	Atelier de traitement de surface	Procédé d'anodisation : - 1 cuve dégraissage : 23,05 m <sup>3</sup> - 1 cuve satinage : 23,05 m <sup>3</sup> - 1 cuve neutralisation : 23,05 m <sup>3</sup> - 1 cuve anodisation : 31,70 m <sup>3</sup> - 1 cuve colmatage à froid : 23,05 m <sup>3</sup> - 1 cuve colmatage à chaud : 23,05 m <sup>3</sup> <b>Soit un volume total de 146,95 m<sup>3</sup></b>
2940-3	NC	Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque [...] 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/j : (E) b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j : (DC)	Procédé d'application par projection de peinture en poudre avec pistolet électrostatique	La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre sur une journée : 5,09 kg/ j
2925-1	NC	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW : (D)	Il n'est pas prévu d'onduleurs sur la partie production. Cet équipement sera présent uniquement pour les serveurs et les alarmes envisagés, soit environ 5 kW. Le projet présentera des zones de charge comprenant au total 5 postes de charge (batteries plomb) : 5 x 80V x 80Ah ≈ 32 kW.	Puissance maximale totale estimée : 37 kW
2910-A-2	NC	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW : (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : (DC)	1 chaudière alimentée au gaz naturel	Puissance thermique nominale de l'installation : 735 kW
2560-2	NC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	L'ensemble des machines fixes pouvant fonctionner simultanément :	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation :

		La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW : (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW : (DC)	- Postes à souder TIG : 4 x 5 kW - CMS : 2 x 20 kW - Tours et fraiseuses conventionnelles : 3 x 20 kW	120 kW
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t : (A) 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t : (D)	Quantité totale de soude susceptible d'être présente sur le site : 2,5 m <sup>3</sup> soit ≈ 3,3 t	Quantité totale de soude susceptible d'être présente sur le site : 3,3 t

Les installations projetées IOTA relèvent des régimes mentionnés dans l'annexe de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Mise en œuvre de piézomètres sur le site	3 à 4 piézomètres sont prévus d'être mis en place pour la caractérisation de la qualité des eaux souterraines et sa surveillance

(\*) A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classée.

### 1.3 Maîtrise d'urbanisation

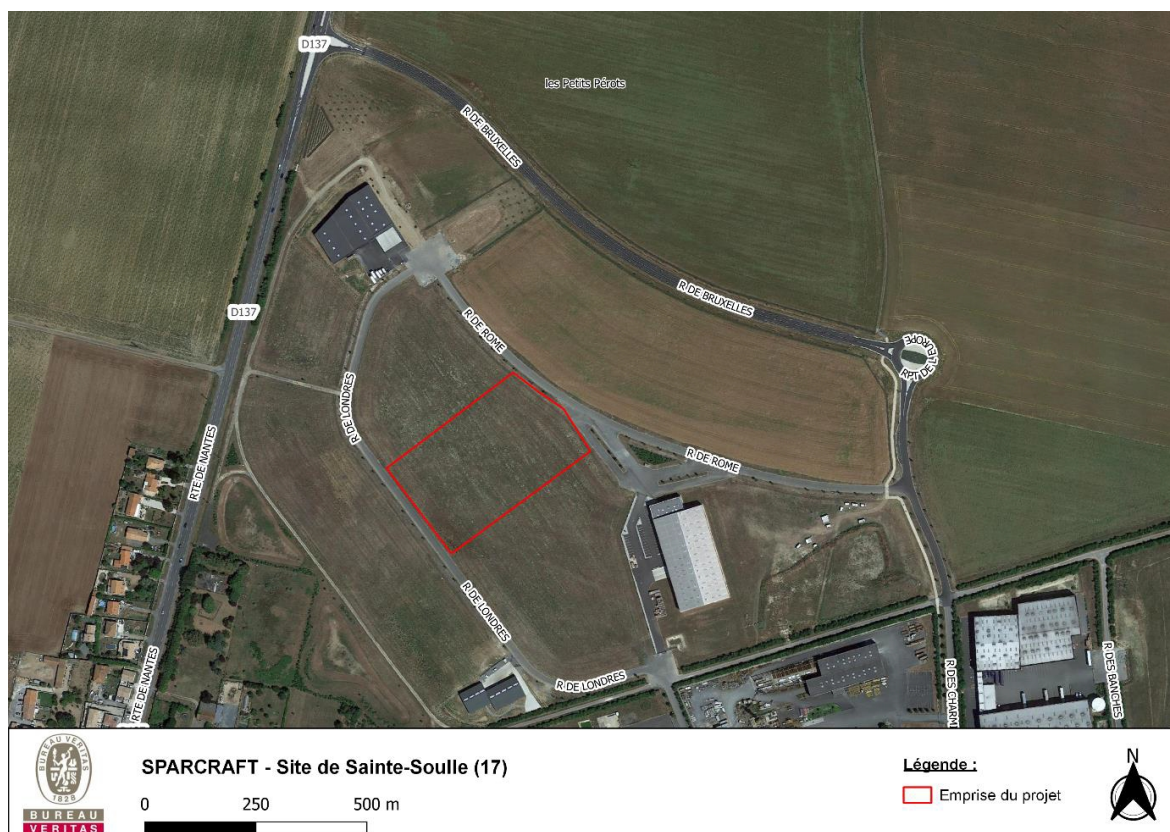
Le projet de SPARCRAFT est implanté sur la commune de Sainte-Soulle (17220) au sein de la Zone d'Activités (ZA) ATLANPARC sur la commune de Sainte-Soulle, sur un terrain d'assiette d'une superficie d'environ 2,4 ha.

Le site est bordé :

- à l'ouest, par des parcelles à vocation industrielle de la ZA (actuellement parcelles agricoles) et la départementale D137 puis des habitations,
- au sud, par des parcelles à vocation industrielle de la ZA (actuellement parcelles agricoles) puis le lotissement Atlanparc,

- au sud-ouest, par des parcelles à vocation industrielle de la ZA (actuellement parcelles agricoles) puis des habitations,
- à l'est, par la société CREAUR France (fabricant/concepteur de cuisines et salles de bains) puis des parcelles agricoles,
- au nord, par des parcelles à vocation industrielle de la ZA (actuellement parcelles agricoles) puis par des parcelles agricoles.

Le site est exclu de toute zone naturelle protégée et de tout périmètre de protection d'adduction d'eau potable.



Le dossier montre que le projet est compatible au plan local d'urbanisme intercommunal de l'agglomération de La Rochelle, approuvé par le Conseil communautaire le 19 décembre 2019 (terrain en zone UX, destinée à l'accueil d'activités commerciales ou industrielles).

Par ailleurs, le présent projet fait l'objet d'une demande de permis de construire référencée PC 17407 23 0062, déposée le 04/12/2023 auprès de la mairie de Sainte-Soulle.

## 2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation, notamment les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques de la nomenclature des ICPE.

## 2.1 Prescriptions applicables

- **Arrêté du 30 juin 2006** relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement »,
- **Arrêté du 10 juillet 1990** relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées,
- **Arrêté du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE,
- **Arrêté du 2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- **Arrêté du 4 octobre 2010** relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- **Arrêté du 27 décembre 2018** relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses..

## 2.2 Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté

### 2.2.1. En relation avec la procédure d'instruction

Le projet relève du 2° de l'article L.181-1 du Code de l'environnement, et à ce titre, la société SPACRAFT a déposé auprès de la Préfecture un dossier de demande d'autorisation environnementale unique.

Dans le cadre de son activité de traitement de surface sous le régime de l'autorisation, le site est soumis à la directive IED « Industrial Emissions Directive » pour la rubrique 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique, avec un volume des cuves affectées au traitement de 146,95 mètres cubes).

Selon l'article R.122-2 du Code de l'environnement, le site est donc soumis à évaluation environnementale systématique, étant donné qu'il relève de l'article L.515-28 du même code.

A ce titre, le pétitionnaire a fourni, à l'appui de son dossier d'autorisation environnementale :

- une étude d'impact, en application des dispositions de l'article R. 181-12 du Code de l'environnement,
- un rapport de base prévu à l'article R. 515-59 I-3 du Code de l'environnement,
- la comparaison aux MTD (Meilleures Techniques Disponibles) prévue à l'article R. 515-59 I-1 du Code de l'environnement.

Dans cette étude, aucun enjeu fort (pouvant avoir une incidence prévisible sur son environnement) n'a été identifié par l'exploitant.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants :

#### Phase de travaux :

Le projet s'inscrit au sein de la nouvelle Zone d'Activités ATLANPARC sur la commune de Sainte-Soulle. Il consiste en la mise en place et l'exploitation d'un site de production de mâts et bômes de bateaux en aluminium (montage et assemblage des profilés, traitement de surface pas anodisation, usinage et montage des pièces annexes).

Même si les incidences notables du projet sur l'environnement en phase chantier ne sont pas significatives, des mesures sont proposées par l'exploitant visant à réduire les impacts sur l'environnement pendant la phase de travaux, notamment :

- les travaux auront lieu en journée (7h30 - 18h) et les véhicules seront limités au nombre nécessaire,
- la vitesse sera réglementée sur le chantier et les véhicules de chantier seront stationnés sur le site, de manière à ne pas gêner la circulation locale,
- une cellule de coordination et de programmation de chantier sera mise en place pour optimiser l'organisation technique du chantier et prendre en compte les problèmes d'environnement,
- une aire étanche sera aménagée en lieu et place des aires de stationnement pour les pompiers au niveau des bâches souples, et réservée au stationnement des engins de chantiers, ainsi qu'au stockage de produits potentiellement polluants ; cette aire sera mise en œuvre sur zone adaptée, équipée d'un bac de rétention, sur un terrain modelé en conséquence, afin de limiter l'infiltration et les risques d'écoulements ;
- les acteurs locaux seront privilégiés afin de réduire les pollutions liées aux transports des différentes marchandises,
- un plan de circulation sera établi et de manière concertée avec les gestionnaires de réseaux et la collectivité. Les heures de pointes, connaissant des trafics soutenus, seront préférentiellement évitées pour les approvisionnements les plus importants,
- afin d'éviter le développement de plantes exotiques envahissantes sur le site, l'entreprise en charge du chantier procédera à un nettoyage régulier des engins de chantier (sur des plateformes spécifiques) afin d'évacuer toute boutures, graines, etc. éventuellement coincées dans les engrenages et autres recoins des véhicules.
- tous matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin, dans la mesure du possible à l'abri des dégradations et des intempéries, de façon à ne pas risquer de polluer le sol et le sous-sol ;
- absence de préfabrication des produits sur site : les produits arrivant sur site seront prêts pour être montés.
- le bassin étanche des eaux pluviales sera réalisé au début du chantier pour permettre de traiter et récupérer les eaux pluviales. Ce dispositif permettra la collecte des eaux de ruissellement en provenance du chantier, un abattement des matières en suspension ainsi que le piégeage des pollutions accidentelles.
- des kits anti-pollution seront mis à disposition en permanence pour contenir rapidement un éventuel épanchement de produits dangereux (fuite d'hydrocarbures notamment) ;
- une base-vie sera mise en œuvre et raccordée aux réseaux d'eaux usées,
- les éclairages éventuels, liés à la sécurité des biens et des personnes, seront orientés vers le bas et à l'intérieur de la zone de chantier uniquement ;
- un tri sélectif des déchets de chantiers sera mis en place avec un prestataire extérieur agréé permettant de valoriser l'ensemble des déchets évacués dans des filières spécialisées et autorisées et le stockage des déchets de chantier sera réalisé dans des bennes étanches, permettant de prévenir tout lessivage par les eaux météorites, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des émissions d'odeurs.

#### Installations soumises à la directive IED (*directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles*)

En application de l'article R.515-58, l'exploitant a défini, dans le rapport de base, le périmètre IED comme étant la partie du bâtiment qui accueille les activités de traitement de surface par anodisation, la station interne de traitement des eaux industrielles, les stockages de produits entrants nécessaires à l'activité de traitement de surface et au fonctionnement de la station de traitement ainsi que leurs déchets générés.

L'exploitant s'est positionné sur les techniques mises en œuvre pour l'ensemble des MTD du BREF STM. Le BREF STM est en cours de révision. Seul un résumé technique est disponible et sur lequel s'est appuyé l'exploitant pour l'analyse de la conformité du projet.

Certaines MTD ont été considérées comme non applicables par l'exploitant.

L'exploitant indique ne demander aucune dérogation à l'issue de la comparaison aux meilleures techniques disponibles (MTD).

#### Eaux :

Le site sera alimenté en eau de ville, raccordé au réseau d'eau potable de la commune. Le réseau d'eau potable sera équipé d'un compteur et d'un disconnecteur. Aucun prélèvement dans les eaux souterraines ne sera réalisé.

Les utilisations de l'eau seront les suivantes :

- la consommation humaine et l'alimentation des sanitaires,
- le lavage des sols avec une autolaveuse,
- l'alimentation de la chaudière pour la production d'eau chaude des bains de traitement et l'alimentation des radiants pour le chauffage du bâtiment industriel (hors bureaux),
- l'alimentation du réseau eau incendie,
- les besoins de la station de traitement interne,
- l'alimentation du processus industriel.

La consommation annuelle d'eau est estimée à 4 555 m<sup>3</sup> (hors eau incendie).

##### 1/ Les eaux industrielles :

Après avoir transité par une station de traitement physico-chimique interne (traitement des effluents par neutralisation, floculation, décantation et passage des boues sur filtre presse), les eaux industrielles seront rejetées au réseau d'assainissement communal. Ce réseau est relié à la station d'épuration communal de Sainte-Soulle (Pôle épuratoire Est de la Communauté d'agglomération de La Rochelle).

Une convention de rejet ainsi qu'une autorisation de déversement seront contractualisées.

##### 2/ Les eaux sanitaires :

Les eaux usées sanitaires seront collectées et dirigées dans le réseau public de la zone d'activités puis traitées par la station d'épuration collective de Sainte-Soulle.

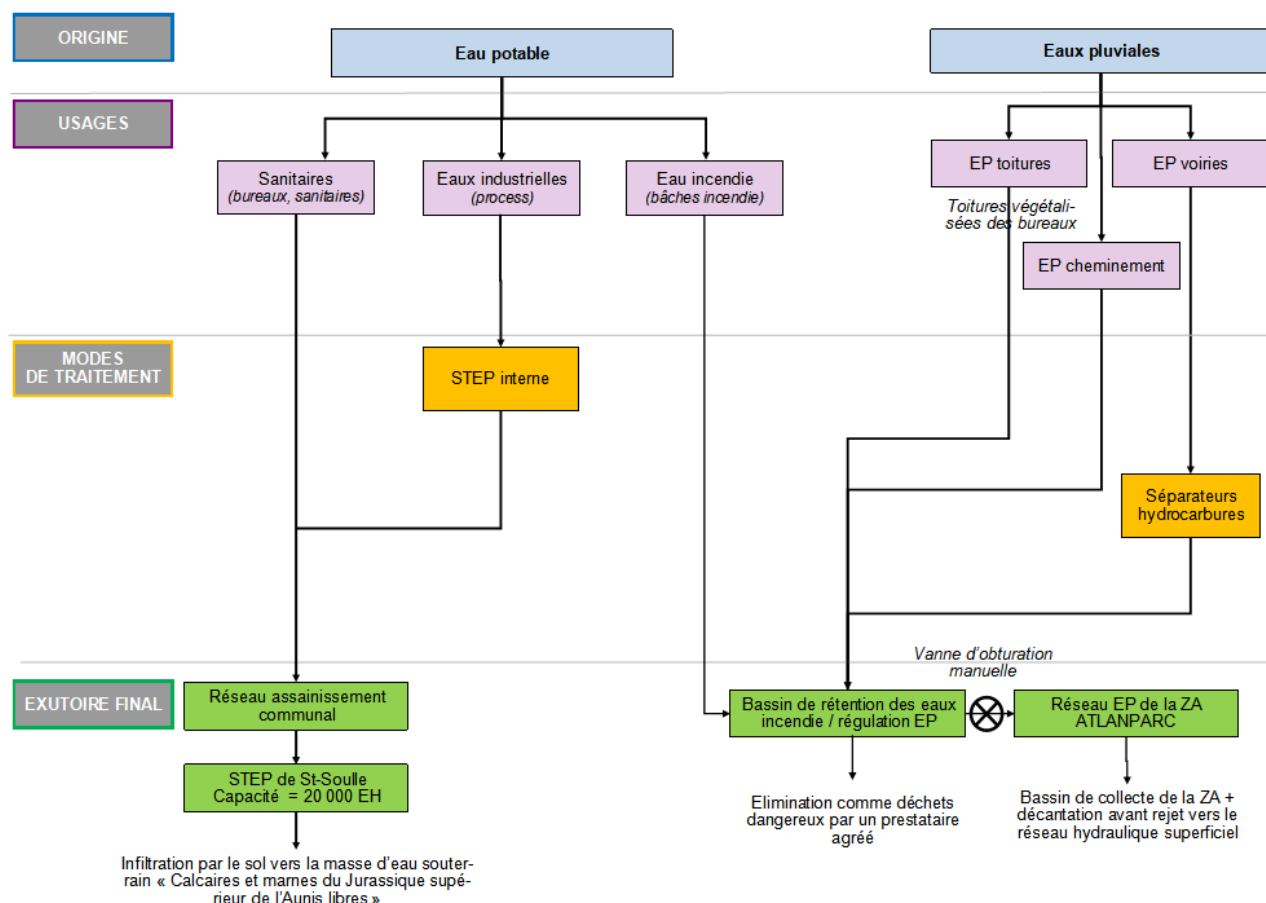
##### 3/Les eaux pluviales :

Les eaux de toitures du bâtiment seront collectées et dirigées vers un bassin de régulation étanche avant de rejoindre le réseau des eaux pluviales de la zone d'activités de la commune avec un débit régulé de 3l/s/ha.

Les eaux de ruissellement provenant des différentes surfaces imperméabilisées du site seront collectées et dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures. En sortie de ce dispositif, ces eaux bénéficieront d'un écrêtement du débit régulé de 3l/s/ha par l'intermédiaire du bassin de régulation étanche du site d'une capacité de 1265 m<sup>3</sup> et d'une vanne de sectionnement avant rejet au réseau des eaux pluviales de la zone d'activités de la commune.



Le synoptique de la gestion des eaux est présenté ci-dessous.



#### Sols et sous-sol :

L'infiltration dans le sol pour la gestion des eaux pluviales du site n'a pas été retenue suite aux différents échanges avec le gestionnaire du réseau d'eau, permettant d'éviter tout risque de dégradation du sous-sol. Par ailleurs, les tests de perméabilité ont mis en avant que le sol s'avère défavorable pour l'infiltration.

Chaque ligne de traitement de surface disposera de sa propre rétention (séparative et avec revêtement), définie en fonction de la compatibilité chimique des produits et munie d'une alarme de niveau qui stoppe l'alimentation en eau.

Le bassin de rétention comportera un puisard de sécurité étanche permettant de détecter et de pomper la pollution accidentelle.

Des produits absorbants pourront être également utilisés en cas d'épandage accidentel d'un produit.

La zone de dépotage pour la réception des produits chimiques nécessaires aux activités sera en béton armé en pointe de diamant et munie d'un regard borgne de détection d'une profondeur de 80 cm. Cette aire de dépotage sera équipée d'une cuve enterrée double-peau de 10 m<sup>3</sup> avec détecteur de fuite et jauge de niveau.

Le rapport de base en date du 15/05/2023 conclut, qu'en l'absence de diagnostics de pollution des sols, il n'est pas possible d'établir l'état des lieux des sols et des eaux souterraines au droit de l'installation IED. Il est donc nécessaire de réaliser des investigations de manière à pouvoir établir un état environnemental des sols au droit des futures activités IED par :

- la réalisation de sondages et prélèvements sur les sols,
- la mise en œuvre de 3 piézomètres d'une profondeur estimée à 25 m maximum pour établir un état initial du milieu.

Par ailleurs, l'exploitant propose d'utiliser ces piézomètres pour suivre la qualité des eaux souterraines à moyen terme. Pour cela, des analyses annuelles seront réalisées afin de caractériser les concentrations en métaux totaux, nickel et MES pendant 2 ans. Ce suivi pourra être élargi à tous les 3 ans en fonction des résultats.

En outre, L'exploitant propose de réaliser des prélèvements surfaciques avant et après la mise en exploitation de son installation de traitement de surface pour caractériser la concentration en Nickel dans les échantillons et suivre l'impact éventuel du site sur les terrains avoisinants et identifiées dans l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS). L'exploitant propose de faire un suivi annuel pendant deux ans.

#### Air :

En phase d'exploitation, les émissions seront notamment liées :

- aux rejets des gaz de combustion de la chaufferie fonctionnant au gaz naturel (pour la production d'eau chaude des bains de traitement), des radiants fonctionnant au gaz naturel (pour le chauffage de l'atelier soudure et atelier de fabrication) et du four de polymérisation fonctionnant au gaz naturel,
- aux gaz d'échappement des véhicules circulant sur le site,
- au fonctionnement discontinu des zones de charge des batteries (dégagement d'hydrogène),
- aux poussières issues des activités d'usinage,
- les rejets de vapeurs acides ou alcalines issus des activités de traitement de surface,
- aux rejets de poussières issus de la cabine de peinture.

L'ensemble des équipements de travail fixe de l'aluminium sera relié à un système d'aspiration des poussières, équipé d'un système de traitement. Ce système permettra de limiter le rejet de poussières d'aluminium à l'atmosphère.

Les installations de combustion telles que la chaufferie et le four de polymérisation seront canalisées afin de permettre une bonne diffusion des rejets.

La cabine de peinture sera équipée de filtres à manche. Les effluents gazeux ne seront pas chargés en composés organiques volatils puisque les peintures utilisées seront non solvantées et en poudre.

Les rejets atmosphériques émis par les différents bains de traitement de surface seront captés par des systèmes d'aspiration canalisés pour être traités par un laveur de gaz.

Pour les rejets issus de l'activité de traitement de surface, un programme de surveillance annuelle sera mis en œuvre afin de caractériser les émissions et de s'assurer qu'elles restent conformes aux limites applicables fixées par l'arrêté ministériel du 30/06/06 applicable pour cette installation.

#### Bruit et vibrations :

Les installations présentes ne seront pas susceptibles d'engendrer des vibrations qui pourraient présenter des nuisances pour le voisinage.

Les sources de bruit générées par le site seront :

- trafic des véhicules légers et par les camions de livraisons/expéditions ;
- activité industrielle relative à l'atelier de traitement de surface, d'application de peinture, d'usinage et du système de convoyage automatisé des mâts ;
- installations techniques des bâtiments (chaudière, compresseurs d'air, groupes froids...).

L'utilisation des machines sera réalisée à l'intérieur des bâtiments. Seuls le déchargement des marchandises et le stockage de déchets pourront être réalisés en extérieur. Il n'est pas attendu de nuisances sonores à l'extérieur du site. Par ailleurs, aucune activité nocturne ne sera réalisée sur le site.

L'exploitant a prévu de réaliser une étude d'impact des nuisances sonore (EINS) à l'issue des travaux pour permettre de quantifier de manière définitive les niveaux sonores maximums admissibles en limite de propriété et en zone à émergence réglementée en vue du respect de l'ensemble des attentes réglementaires, notamment celles attendues dans le voisinage.

#### Déchets :

Les déchets produits par l'installation seront notamment :

- des déchets non dangereux (DND) : palettes bois, films plastiques, cartons, copeaux d'usinage, DEEE...
- des déchets dangereux (DD) : boues issues de la station de traitement des bains de l'activité traitement de surface et du séparateur d'hydrocarbures.

Un secteur sera identifié et réservé au tri des matériaux en fonction de leur recyclabilité, des quantités produites et des filières de recyclage disponibles localement.

L'ensemble de ces déchets seront triés et placés dans des bennes avant évacuation vers un prestataire agréé.

#### Énergie :

Les dispositions suivantes ont été retenues pour une utilisation rationnelle de l'énergie :

- suivi des consommations,
- utilisation de luminaires à faible consommation LED à 100% sur le site,
- luminaires extérieurs sur programmation et en fonction de la luminosité,
- définition d'une température minimale pour le déclenchement de la climatisation en été et du chauffage en hiver,
- apport de lumière naturelle par la toiture du bâtiment avec des skydômes,
- isolation adaptée des locaux,
- panneaux photovoltaïques et toiture végétalisée sur les bureaux pour limiter la consommation d'énergie.

#### Paysage, faune, flore :

Le projet est implanté sur un terrain au sein de la nouvelle Zone d'Activités ATLANPARC sur la commune de Sainte-Soulle. Le site n'est pas localisé dans une zone protégée (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, arrêté de biotope, parc naturel national ou régional, réserve naturelle nationale, convention RAMSAR).

Le dossier montre l'absence d'incidence significative sur la faune et la flore.

#### Impacts sur la santé humaine

L'étude produite au dossier montre que les émissions attribuables aux émissions de SPARCRAFT de Sainte-Soulle permettent de respecter les recommandations des autorités sanitaires.

#### Risques liés à l'installation :

Les risques d'accident analysés par l'exploitant sont :

- le risque incendie,
- le risque d'explosion,
- le risque de pollution des eaux et du sol,
- le risque de pollution atmosphérique.

Les phénomènes dangereux redoutés pour ce type d'activité sont liés à une fuite de gaz au niveau de la ligne d'alimentation de la chaudière ou à un incendie au niveau de l'atelier de traitement de surface ou de bennes à déchets.

Lors de l'analyse préliminaire des risques, aucun des phénomènes modélisés ne présente d'effets thermiques à l'extérieur du site. Néanmoins, l'un des scénarios étudiés (explosion -VCE- d'un nuage de gaz consécutif à une fuite au niveau de la canalisation aérienne de gaz naturel) est susceptible de conduire à des effets de surpression en dehors du site.

Le phénomène dangereux majeur identifié a été positionné dans la matrice Gravité x Probabilité (circulaire du 10 mai 2010 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents). L'étude conclut que les installations ont un niveau de risques « acceptable » au regard des hypothèses prises en compte. Le dossier montre qu'aucune MMR (mesure de maîtrise des risques) n'est nécessaire dans le cadre de ce projet.

Il est à noter que la détermination du niveau de gravité sur les zones d'effets observées est majorante en termes de superficie impactée.

Par ailleurs, les zones ATEX ont été identifiées par une étude ATEX de Bureau Veritas d'avril 2023.

Par rapport aux risques d'explosion et d'incendie, les éléments suivants seront mis en œuvre :

- bassin de rétention des eaux incendie, y compris une vanne manuelle de sectionnement ;
- clôture sur tout le périmètre de l'installation ;
- détection incendie ;
- télésurveillance incendie et intrusion 24h/24 et 7j/7 ;
- respect des règles de stockage (nature et quantité des produits stockés, respect des règles liées aux incompatibilités entre produits, plan de stockage) ;
- opérations de contrôle et de maintenance des installations (chariots élévateurs, installations électriques, ...) ;
- formation des opérateurs ;
- exercices incendie, conjointement avec les pompiers ;
- respect des procédures (règles de chargement/déchargement des citernes/vitesse limitée sur site).

Les besoins en eau sur le site sont de 240 m<sup>3</sup>/h soit un volume d'eau de 480 m<sup>3</sup> pour 2h.

Afin d'y répondre, le site disposera de deux réserves souples d'eau de 240 m<sup>3</sup> munies de 2 modules d'aspiration chacune.

Par ailleurs, le site est bordé par 3 poteaux incendie publics délivrant à minima 60 m<sup>3</sup>/h chacun. Enfin, des extincteurs adaptés seront judicieusement répartis sur le site.

Afin de pouvoir retenir les eaux d'extinction incendie (663 m<sup>3</sup> suivant le guide D9A) ainsi que les eaux issues d'une pluie décennale, le site disposera d'un bassin de rétention de 1 265 m<sup>3</sup> au Nord du site. En fonctionnement normal, ce bassin servira de régulation des eaux pluviales.

Il sera muni d'une vanne manuelle en aval afin de le transformer en bassin de rétention en cas de sinistre. Une procédure interne sera réalisée et mise en œuvre en ce sens.

En matière de pollution des eaux et des sols, les autres potentiels de danger sont liés aux stockages de produits de traitement de surface (produits commerciaux ou dilués pour l'utilisation). Le dossier montre que tous les stockages disposeront d'un système de rétention adéquat.

#### *2.2.2. Selon l'analyse des services instructeurs et du service coordonnateur*

**Avis de l'ARS 17**, en date du 4 janvier 2024 (hors délai) :

**« La démarche d'évaluation sanitaire sur les impacts dus aux rejets atmosphériques :**

Une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires (ERS/IEM) a été réalisée en suivant la méthodologie du guide de l'Inéris. Elle conclut que les indices de risques sanitaires calculés sur les émissions atmosphériques attribuables aux activités de SPARCRAFT respecteront les seuils définis par les autorités sanitaires.

Sur l'inventaire des substances, la nature exacte des COV émis et la « poudre de peinture » n'est pas caractérisée.

Ce point mériterait d'être précisé.

D'autre part, est-ce que les produits utilisés pour les traitements peuvent varier dans leur composition et donc conduire à des émissions dans l'environnement de polluants non recensés dans cette étude.

Les habitations les plus proches des limites de parcelles sont de type individuel et situées à ≈150 m au sud-ouest du site correspondant à une des composantes dominantes du vent de ce secteur.

Les cartes de concentration et de dépôts montrent d'ailleurs un secteur impacté des habitations. Il convient que l'urbanisation ne progresse pas vers les limites de ce site.

Les valeurs d'exposition reposant sur une modélisation qui présente de manière native des incertitudes, l'exploitant pourrait mener une vérification métrologique sur le terrain des concentrations dans l'air (poussières) et des dépôts au sol pour le long terme (nickel notamment) afin de valider le modèle. En effet, les activités de ce type peuvent sur de nombreuses années conduire à une dégradation des sols au-delà du site.

Dans le même sens, un point zéro du secteur sur la concentration dans les sols d'un polluant d'émission tel que le nickel serait nécessaire pour s'assurer de l'absence de contribution de cette nouvelle activité sur un secteur théoriquement indemne de contamination par ce métal.

Bien que la mise en œuvre de 3 piézomètres d'une profondeur (25 m maximum) ne soit pas prévue à cet usage, il serait pertinent qu'ils puissent servir à une vérification de la qualité des eaux souterraines à moyen terme.

J'ai bien noté les mesures pour éviter le développement des plantes exotiques envahissantes. Sur le projet de végétaliser la toiture des bureaux administratifs, le pétitionnaire pourra utilement prendre les dispositions pour limiter la présence d'eau stagnante favorable au développement des moustiques, notamment *Aedes albopictus* qui connaît une extension très importante sur le département (cf. site internet de l'ARS de Nouvelle-Aquitaine).

**Impacts sur la ressource en eau :**

Le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage.

Les eaux de ruissellement seront collectées puis prétraitées via un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau d'eau pluviale communale, l'infiltration n'étant pas acceptée sur la commune de Sainte-Soulle par le règlement imposé par la CDA.

Les eaux usées de process issus de l'activité de traitement de surface seront traitées par une station d'épuration interne au site avant rejet dans le réseau d'assainissement de la commune. Une autorisation de rejet sera demandée et une convention de rejet est en cours d'élaboration avec la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

*Il est indiqué que le procédé utilisé est présent sur un site existant de la société. Un retour d'expérience chiffré sur l'efficacité de ce dispositif aurait été intéressant pour la qualité du dossier.*

### **Impact sur les sols**

*Les activités susceptibles de polluer les sols (traitement de surface et station d'épuration interne) seront regroupées dans un unique bâtiment.*

*J'ai bien noté les mesures pour prévenir des événements accidentels susceptibles d'impacter les sols (installations techniques et stockage des produits dangereux en bâtiment couvert, sur dalle étanche et sur rétention adéquate en volume et avec des produits compatibles entre eux, phases de dépotage sur aires présentant une rétention de capacité adéquate, point bas pour la détection de fuite, rétentions des eaux d'extinction incendie, absence d'utilisation de pesticides pour l'entretien des espaces verts...).*

*Il conviendra de maintenir dans le temps un entretien préventif permanent et efficace des ouvrages de rétention (bassins, vannes, ...).*

### **Impacts sonores**

*J'ai bien noté la réalisation d'une étude d'impact acoustique à l'issue des travaux permettant de quantifier les niveaux sonores et le respect de la réglementation pour l'ensemble des activités du site sur les périodes diurne et nocturne.*

*En tout état de cause, si l'installation était autorisée, le pétitionnaire devrait alors respecter scrupuleusement ses engagements (mesures d'évitement, mesures de réduction et mesures de suivi) qui doivent apparaître formalisées dans son arrêté d'autorisation et mettre en place, en cas de plainte, toute mesure permettant d'éliminer ou de réduire les nuisances en cause (bruit, odeurs...). »*

**Avis de l'INAO**, en date du 18 janvier 2024 (hors délai) :

*«L'INAO vous informe qu'il n'a pas d'objection à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOC, AOP et IGP concernées.»*

**Avis du SDIS 17**, en date du 29 décembre 2023 :

#### **« Avis favorable du SDIS**

- Moyens d'alerte du SIS : avis favorable
- Accessibilité au site : avis favorable
- Accessibilité aux installations présentes sur le site : avis favorable avec recommandations
- Moyens de lutte dont la DECI nécessaire à la réduction de l'impact en dehors de l'ICPE : avis favorable avec recommandations
- Conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers : avis favorable avec recommandations

#### **Recommandations :**

1. Prendre toute disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols, soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction.
2. S'assurer que le bassin de rétention est en capacité de recevoir l'intégralité des eaux d'extinction (deux réserves de 360 m<sup>3</sup>) et l'ensemble des eaux de ruissellement.
3. Dès la mise en service des deux nouveaux PEI, il convient de prendre contact via l'adresse [deci@sdis17.fr](mailto:deci@sdis17.fr) pour que celui-ci soit obligatoirement réceptionné par nos services.

4. *Établir et afficher les modalités de mise en œuvre de la vanne manuelle de sectionnement du bassin de rétention des eaux incendie.*
5. *S'assurer que les futurs occupants des parcelles actuellement vides et impactées par un phénomène dangereux soient informés des risques encourus et des mesures conservatoires à prendre.*
6. *L'attention du pétitionnaire doit être attirée sur la problématique qu'engendre l'installation de panneaux photovoltaïques dans le cadre d'une intervention sur un éventuel incendie du bâtiment. »*

A l'issue de la demande de compléments transmise le 23 janvier 2024, l'exploitant a répondu le 20 mars 2024 par la version complétée du dossier de demande d'autorisation environnementale, qui a fait l'objet de l'enquête publique.

#### **Mission régionale d'autorité environnementale :**

Notification du 14 juin 2024 (2023APNA116)

#### **Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) :**

*Le projet objet de l'étude d'impact porte sur la construction d'une usine de fabrication et de traitement de mâts en aluminium sur des parcelles agricoles de la commune de Sainte-Soulle dans le département de la Charente-Maritime.*

*L'analyse de l'état initial de l'environnement présentée met en évidence les principaux enjeux environnementaux du milieu physique et du milieu naturel. L'étude du milieu humain lié au choix de la localisation du site d'accueil nécessite d'être reprise en considérant que le projet sera à l'origine d'incidences potentielles sur les lieux habités proches, en particulier sur la question des émissions de polluants.*

*L'analyse des incidences et des mesures proposées appellent plusieurs observations portant notamment sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie du projet, l'absence de véritable analyse de l'ensemble des impacts environnementaux du projet global comprenant la construction de l'usine neuve et le devenir des deux sites de production existants.*

*La Mission Régionale d'Autorité environnementale fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis. Les réponses apportées ont vocation à être prises en compte dans une mise à jour du dossier et son résumé non technique.*

L'exploitant a apporté les réponses aux observations et recommandations de la MRAE dans son dossier le 26 juin 2024.

#### **Avis du Conseil municipal de Sainte-Soulle :**

Pas d'avis reçu du conseil municipal mais lettre du Maire de Sainte-Soulle du 9 août 2024, confirmant que la commune est favorable à cette demande d'autorisation pour ce projet.

#### **Avis du Conseil municipal de Saint-Xandre :**

Pas d'avis reçu.

#### **Avis du Conseil municipal de Dompierre-Sur-Mer :**

Pas d'avis reçu.

#### **Avis du Conseil municipal de Saint-Ouen-d'Aunis :**

Pas d'avis reçu.

#### **Avis du Conseil municipal d'Andilly :**

Pas d'avis reçu.

#### **Avis du Conseil municipal de Longèves :**

Pas d'avis reçu.

### **Avis du Conseil municipal de Vérines :**

Pas d'avis reçu.

### **Avis de la Communauté d'agglomération de la Rochelle :**

Pas d'avis reçu, mais mail du 26 juin 2024 indiquant qu'au regard des dates de l'enquête la Communauté d'agglomération ne sera pas en mesure de donner un avis par délibération du conseil communautaire. Toutefois, la CDA indique accompagner ce projet depuis 2 ans donc, de principe, elle est favorable à son implantation.

### **Avis suite à la consultation du public :**

L'enquête publique a été réalisée du lundi 8 juillet 2024 au vendredi 9 août 2024 inclus, au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement.

Aucun incident ne s'est produit pendant le déroulement de l'enquête et aucune observation n'a été formulée sur son déroulement.

À l'issue de l'enquête publique, aucune observation du public n'a été portée au registre.

Seule une observation par mail a été adressée à la Préfecture de Charente-Maritime.

L'avis porte sur une défense de l'activité industrielle en France : la complexité du dossier déposé apparaît excessive, alors que le projet est situé au cœur de la zone Atlanparc dédiée à l'accueil d'entreprises.

### **Conclusions du commissaire-enquêteur :**

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur a émis, le 23 août 2024, **un avis favorable** à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SPARCRAFT pour son site implanté à Sainte-Soulle avec la réserve de respecter strictement les engagements pris dans les différents mémoires donnés en réponse à tous les intervenants publics.

### **Avis de l'inspection des installations classées, service coordonnateur :**

Le projet d'implantation et d'exploitation de l'usine de production de mâts et bômes en aluminium dans le secteur du nautisme s'insère dans un environnement d'activités industrielles en cours de développement et ne génère pas de risque significatif supplémentaire sur les activités de la zone d'activités Atlanparc et les habitations des quartiers voisins.

Cette évolution entraînera la cessation des 2 sites SPARCRAFT existants (Saint Vaast-la-Hougue (50) et de Périgny (17)) qui sont aujourd'hui vieillissants et ne répondent plus à la politique interne de la société en termes de production, d'aménagement et d'enjeux environnementaux.

Le projet d'arrêté préfectoral joint intègre des dispositions de contrôle, de surveillance et de suivi visant notamment à s'assurer de la conformité réglementaire des rejets aqueux et atmosphériques en phase d'exploitation, pendant les différentes phases de l'utilisation des produits de traitement de surface.

Ces dispositions sont détaillées ci-après par sujet.

### **Installations soumises à la directive IED (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles)**

L'exploitant s'est positionné sur les techniques mises en œuvre pour l'ensemble des MTD du BREF STM qui en cours de révision.

L'inspection partage l'appréciation de l'exploitant sur les MTD considérées non applicables, au regard des installations mises en place sur son site.

L'exploitant indique ne demander aucune dérogation à l'issue de la comparaison aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à son installation.

### **Eaux et Sols / sous-sol :**

Les effluents industriels issus de l'activité de traitement de surface seront collectés et traités par une station de traitement physico-chimique interne puis rejetés dans le réseau d'assainissement communal de Sainte-Soulle.

L'exploitant devra transmettre la convention de rejet ainsi que l'autorisation de déversement avant l'exploitation du site.



Ces effluents feront l'objet d'une analyse annuelle par un organisme agréé sur les différents paramètres utilisés par le process.

Ils devront notamment respecter les valeurs limites de concentration et de flux imposés par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

L'ensemble des utilisations de produits sera réalisé en intérieur du bâtiment. Les eaux de lessivage des voiries seront collectées via à un séparateur à hydrocarbures avant rejet au réseau des eaux pluviales de la zone d'activités de la commune via un bassin de régulation.

Ces eaux devront faire l'objet d'une analyse annuelle par un organisme agréé.

Les eaux susceptibles d'être souillées sont celles issues d'un déversement accidentel en phase de dépotage ou en cas de sinistre. Un bassin de rétention est prévu pour retenir ces eaux, équipé d'une vanne à commande manuelle pour interdire le déversement dans le réseau communal des eaux pluviales.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, il est prévu mise en œuvre de 3 piézomètres d'une profondeur estimée à 25 m maximum pour établir un état initial du milieu.

Ces piézomètres seront utilisés pour suivre la qualité des eaux souterraines à moyen terme. Pour cela, des analyses annuelles seront réalisées afin de caractériser les concentrations en métaux totaux, nickel et MES pendant 2 ans. Ce suivi pourra être élargi à tous les 3 ans en fonction des résultats.

En outre, il est prévu la réalisation de prélèvements surfaciques avant et après la mise en exploitation de son installation de traitement de surface pour caractériser la concentration en Nickel dans les échantillons et suivre l'impact éventuel du site sur les terrains avoisinants et identifiées dans l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS). L'exploitant propose de faire un suivi annuel pendant deux ans. Une surveillance des sols est également prescrite, conformément aux dispositions de l'article R.515-60 du Code de l'environnement.

#### Air :

Les rejets atmosphériques émis par les différents bains de traitement de surface seront captés par des systèmes d'aspiration canalisés pour être traités par un laveur de gaz.

Les produits utilisés pour les traitements des bains ne seront pas modifiés en phase exploitation. Il n'est donc pas attendu de variations dans leur composition.

Suite aux remarques exprimées par le SDIS et l'ARS, l'exploitant a décidé de retirer l'acide nitrique du process d'anodisation pour supprimer le phénomène dangereux lié au dégagement d'un nuage toxique sur son site.

Conformément à l'arrêté ministériel du 30/06/06, une mesure des concentrations dans les rejets atmosphériques sera réalisée une fois par an par un organisme agréé afin de caractériser les émissions et de s'assurer qu'elles restent conformes aux limites applicables.

#### Bruit :

Concernant le bruit, le dossier montre que les nuisances sonores des installations seront minimisées par la conception des bâtiments et des équipements mis en place. Cependant, nous proposons qu'une campagne de mesure des niveaux sonores soit réalisée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations .

#### Risques liés à l'installation :

L'analyse concluant que l'un des scénarios étudiés (explosion -VCE- d'un nuage de gaz consécutif à une fuite au niveau de la canalisation aérienne de gaz naturel) est susceptible de conduire à des effets de surpression en dehors du site, avec un niveau de risques « acceptable » au regard des hypothèses prises en compte (aucune MMR (mesure de maîtrise des risques) n'est nécessaire dans le cadre de ce projet), ces informations doivent faire l'objet d'un porter à connaissance « risques technologiques » à destination de la commune concernée par les effets afin de lui permettre de maîtriser l'urbanisation dans les zones potentiellement exposées (point 4 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au Porter à connaissance et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées).

Dans ce cadre, un rapport de la DREAL, destiné à la DDTM, la CDA de La Rochelle et la Mairie de Sainte-Soulle, présentera les cartes agrégées des zones d'effets en dehors des limites de propriété à prendre en compte au titre de la maîtrise de l'urbanisation à venir autour du site industriel de la société SPARCRAFT.

Les dispositions constructives définies dans le projet d'arrêté intègrent les hypothèses de calculs de l'étude de dangers.

En termes de prise en compte du risque incendie, le site dispose de moyens de protection qui apparaissent adaptés aux caractéristiques de son site. En effet, le site disposera de deux réserves souples d'eau de 240 m<sup>3</sup> munies de 2 modules d'aspiration chacune. Par ailleurs, le site est bordé par 3 poteaux incendie publics délivrant à minima 60 m<sup>3</sup>/h chacun. Enfin, des extincteurs adaptés seront judicieusement répartis sur le site.

En matière de pollution des eaux et des sols, les autres potentiels de danger sont liés aux stockages de produits de traitement de surface (produits commerciaux ou dilués pour l'utilisation). Le dossier montre que tous les stockages disposeront d'un système de rétention adéquat.

#### 4. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au regard des éléments fournis par la société SPARCRAFT dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public, des services de l'État et des instances concernées, et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées émet un **avis favorable** au projet de mise en place d'une usine de production de mâts et bômes en aluminium dans le secteur du nautisme, sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions additionnelles proposées dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, à limiter les risques tout au long de la vie de l'exploitation projetée par la société SPARCRAFT sur le territoire de la commune de SAINTE-SOULLE (17220).

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société SPARCRAFT, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, en vertu des articles L.181-12 et R.181-43 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.181-39 du Code de l'environnement, l'unité bidépartementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres propose à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime de solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires (CODERST) sur les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Rédacteur  
L'inspecteur de  
l'environnement,

Vérificateur  
L'inspecteur de  
l'environnement,

Approbateur  
Pour le Directeur Régional  
et par délégation

**PJ :** Plan de masse  
Projet d'arrêté préfectoral  
Fiche récapitulative  
Note de présentation non technique